Intervention du Ministre des Relations Extérieures de Cuba, à la 46e Session du Conseil des Droits de L'homme

Photo: Minrex

Madame la Présidente,

La pandémie causée par le Covid-19, tout en empirant les graves problèmes et les enjeux colossaux qui se posent à l'humanité, a mis à nu de nouvelles menaces, dont la fragilité des systèmes de santé publique. Aussi, la promotion, la protection et le respect du droit à la santé prennent-ils une importance singulière dans un tel contexte.

À Cuba, un système de santé gratuit, de bonne qualité et ouvert à tous qui garantit le droit de tous les Cubains à la santé nous a permis de faire face à la pandémie et d'obtenir de bons résultats. Nous disposons aujourd'hui de quatre candidats vaccinaux contre le Covid-19 à différentes phases d'essais cliniques, et ce grâce au développement de la science cubaine et au travail passionné de nos scientifiques. Nous espérons pouvoir immuniser cette année la totalité de la population cubaine.

Madame la Présidente,

La pandémie a déclenché une grave crise économique et sociale. Les inégalités, la faim et la discrimination croissent de manière exponentielle dans un monde déjà pénalisé par un ordre international injuste et antidémocratique et par la mise en œuvre d'un néolibéralisme impitoyable qui frappe plus fortement les plus vulnérables et transforme en chimère leurs droits les plus élémentaires.

Nous constatons que les nations les plus riches d'Occident tentent d'accaparer les moyens permettant de combattre la pandémie. En effet comme l'Organisation mondiale de la santé l'a fait savoir en janvier dernier, à peine dix pays ont acheté à eux seuls 95 p. 100 des vaccins anti-Covid produits sur la planète.

Privilégier des intérêts mesquins par-dessus le bien-être général aggravera la souffrance et les décès, même dans les pays industrialisés. Il est urgent d'internationaliser la coopération. Il faut lutter pour l'instauration d'un ordre international juste, démocratique et équitable.

Madame la Présidente,

Dès le premier moment, Cuba, parce que solidaire, a partagé son expérience face aux épidémies et a fini par envoyer cinquante-six brigades médicales du Contingent international Henry Reeve dans quarante pays et territoires.

Les campagnes de calomnie à motivation politique orchestrées contre la coopération médicale de Cuba n'auront jamais d'écho dans les nations du monde qui pourront toujours compter sur la solidarité, l'altruisme et l'humanisme de ses personnels de santé.

Madame la Présidente,

Cuba continue de travailler à la construction d'une nation indépendante, souveraine, socialiste, démocratique, prospère et durable, faisant fond sur sa capacité éprouvée de résistance et sur la créativité de son peuple, malgré le blocus économique, commercial et financier cruel que nous imposent les Etats-Unis et que l'administration sortante de Donald Trump a durci à des niveaux extrêmes, l'exemple le plus récent en étant l'inscription de Cuba sur la liste illégitime et unilatérale des États parrainant le terrorisme.

Bien que d'aucuns s'efforcent de dénaturer notre réalité et de miner notre ordre constitutionnel, nous continuons et continuerons résolument de perfectionner notre modèle de développement économique et social, et de renforcer le cadre juridique et institutionnel qui nous permette de protéger et de promouvoir les droits de l'homme pour tous, guidés par notre nouvelle Constitution.

Le Programme national contre le racisme et la discrimination raciale, qui vise à combattre et à éliminer tous vestiges de ces manifestations et qui est coordonné par une commission nationale que dirige le président de la République en personne, est en vigueur depuis novembre 2019.

Ce même mois, mais en 2020, le Plan national pour l'autonomisation des femmes a aussi été adopté comme programme de gouvernement : il vise à continuer de promouvoir l'avancée des Cubaines, et de

dépasser les acquis notables que notre pays a déjà obtenus en matière d'égalité entre les sexes.

Cuba a donné des preuves éloquentes de son attachement résolu à la promotion et à la protection des droits de l'homme, non seulement pour son peuple mais aussi pour d'autres peuples du monde. Il est donc absolument inacceptable que cette noble cause soit manipulée en fonction d'intérêts politiques sordides. Face aux tentatives de dénigrer notre nation et d'occulter ses acquis incontestables en matière de droits de l'homme, nous défendrons notre vérité et nous ne renoncerons jamais à notre souveraineté et à notre indépendance.

Pays membre du Conseil des droits de l'homme, nous parlerons par nous-mêmes, défendrons un dialogue respectueux et constructif et nous opposerons aux approches punitives, à la manipulation politique et à la sélectivité. Nous œuvrerons pour le renforcement d'une coopération internationale à même de promouvoir et de protéger dûment tous les droits de l'homme pour tous.

Nous continuerons aussi d'honorer nos engagements de coopération avec tous les mécanismes des droits de l'homme à application universelle.

Les peuples du monde demandent des faits, non des mots ; ils réclament des solutions, non des promesses. Ils méritent une vie digne et un monde meilleur, qui est possible. Nous ne pourrons progresser que si nous faisons taire nos différences et apportons une réponse mondiale concertée aux enjeux qu'on nous impose.

Je vous remercie.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/248634-intervention-du-ministre-des-relations-exterieures-de-cuba-a-la-46e-session-du-conseil-des-droits-de-lhomme

Radio Habana Cuba